

## Synthèse de l'année 2009

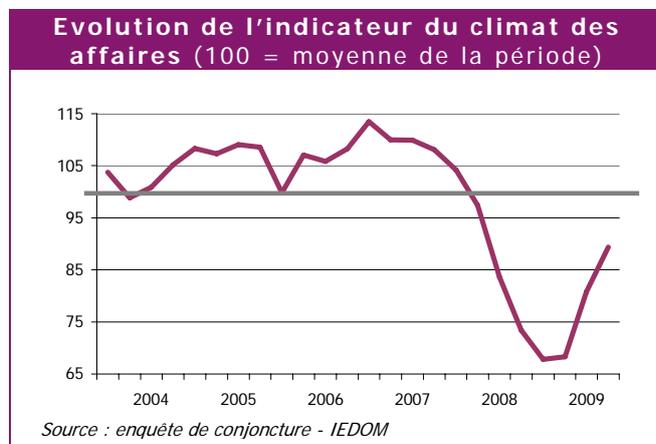
Le début de l'année 2009 a été marqué à La Réunion par une poursuite du ralentissement de la croissance de l'économie débuté au second semestre 2008. La quasi-totalité des secteurs marchands a été impactée par ces difficultés, en particulier le secteur la construction et des travaux publics touché de plein fouet par l'achèvement des grands chantiers. Le tourisme n'a en revanche pas semblé pâtir de la crise mondiale.

En fin d'année, l'économie locale a amorcé une remontée laissant entrevoir qu'un point bas de la crise économique aurait été dépassé. La dégradation de la consommation des ménages s'est interrompue à la faveur du contexte favorable sur le marché automobile et le repli de l'investissement des entreprises, engendré par la morosité économique, semble s'atténuer.

Le marché du travail a été particulièrement touché et la barre symbolique des 100 000 chômeurs a été franchie pour la première fois depuis 2003.

### 1 - L'économie réunionnaise a atteint un creux en milieu d'année

#### Un climat des affaires défavorable



Le ralentissement de la croissance de l'économie réunionnaise constaté lors des trois derniers trimestres de l'année 2008 s'est poursuivi en début d'année 2009, faisant plonger l'indicateur du climat des affaires (ICA)\* à son plus bas niveau historique au deuxième trimestre.

En revanche, durant la seconde moitié de l'année, l'ICA s'est inscrit en nette hausse, mais cette amélioration ne lui a pas permis de retrouver sa moyenne de longue période, ce qui signale un courant d'affaires toujours faible.

#### Une inflation contenue

Comme en métropole, mais de façon plus accentuée, l'inflation a été contenue en 2009. Le ralentissement de l'activité économique et la répercussion de l'effondrement des cours mondiaux du baril de pétrole fin 2008 sur les prix des produits pétroliers (-10,9 % à fin 2009) ont conduit à une hausse de l'IPC de 0,3 % en glissement sur l'année (+0,9 % pour la métropole).

Le poste « énergie » a fortement participé au ralentissement de l'inflation avec une contribution négative de 0,6 point au glissement annuel à fin décembre 2009. Parallèlement, la hausse des prix des autres postes de l'IPC est restée contenue. Le poste « services » est le principal contributeur à l'augmentation de l'indice des prix à fin décembre 2009 ; compte tenu de son poids dans la structure de consommation des ménages (41 % de l'ensemble de la pondération de l'indice), il contribue pour 0,5 point à l'inflation. Les postes « alimentation » et « tabac » participent également à la hausse des prix pour respectivement 0,2 point et 0,1 point.

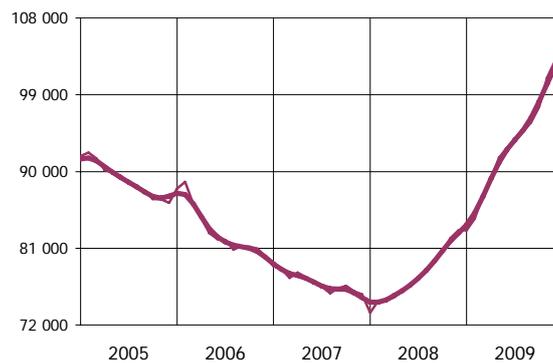
\* Les résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEDOM réalisée auprès des entreprises permettent d'élaborer un indicateur de climat des affaires (ICA) qui synthétise l'ensemble des composantes passées et futures contenues dans les différents soldes d'opinion.

## Un marché de l'emploi touché de plein fouet

Le marché de l'emploi a été touché de plein fouet par l'inflexion de la conjoncture, amplifiant le retournement à l'œuvre depuis début 2008. Avec une forte progression du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (+24,0 % à fin décembre 2009 en glissement annuel, soit près de 20 000 personnes supplémentaires en un an), la barre symbolique des 100 000 demandeurs a été franchie (101 182) pour la première fois depuis 2003. Cette hausse s'accompagne d'une progression de 24,4 % du nombre des chômeurs indemnisés (54 870 à fin décembre 2009).

En parallèle, la baisse du nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle Emploi a ralenti (-1 % en 2009 contre 5,3 % en 2008) mais seules les offres d'emplois temporaires ou occasionnels ont progressé sur cette période (+11,0 %) alors que celles d'emplois durables se sont fortement repliées (-15,2 %).

**Demandeurs d'emploi de catégorie A\***  
en fin de mois (en nombre)



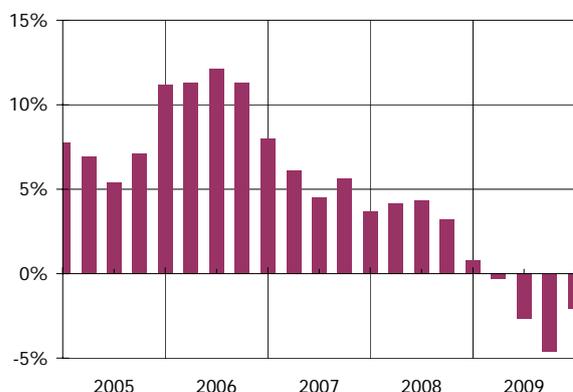
Source : DDTEFP (données mensuelles - CVS)

## La dégradation de la consommation des ménages s'est interrompue en milieu d'année

Le ralentissement de la consommation des ménages observé en fin d'année dernière s'est poursuivi sur le premier semestre. Toutefois, cette dégradation s'est atténuée sur la seconde moitié de l'année, sous l'effet notamment de la bonne tenue du marché automobile réunionnais, dopé au quatrième trimestre (hausse de 10,9 % des ventes de véhicules de tourisme en glissement annuel) par les achats par anticipation générés par la baisse annoncée de la prime à la casse et le durcissement de la grille du bonus-malus écologique début 2010. Parallèlement, la baisse des importations destinées aux ménages (biens d'équipements et biens courants) s'est atténuée en fin d'année (ces importations sont en hausse de 17,7 % au quatrième trimestre, après -1,3 % au troisième trimestre, +8,6 % au deuxième et -24,0 % au premier) alors que les importations de produits agroalimentaires se stabilisaient (-0,1 % sur l'année) suite à un rebond au quatrième trimestre (+8,3 % par rapport au même trimestre 2008).

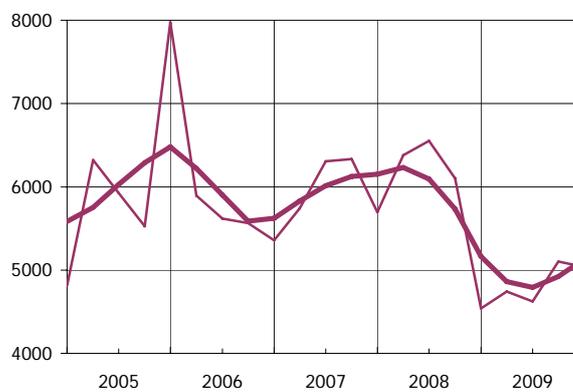
Cette orientation globalement défavorable se retrouve dans la diminution de 2,1 % des encours de crédits à la consommation en glissement annuel, rompant ainsi avec plusieurs années de croissance continue.

**Encours bancaires des crédits à la consommation**  
(Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS)



Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

**Ventes de véhicules de tourisme neufs\***  
(en nombre)



Source : Sorefi (données trimestrielles - CVS)

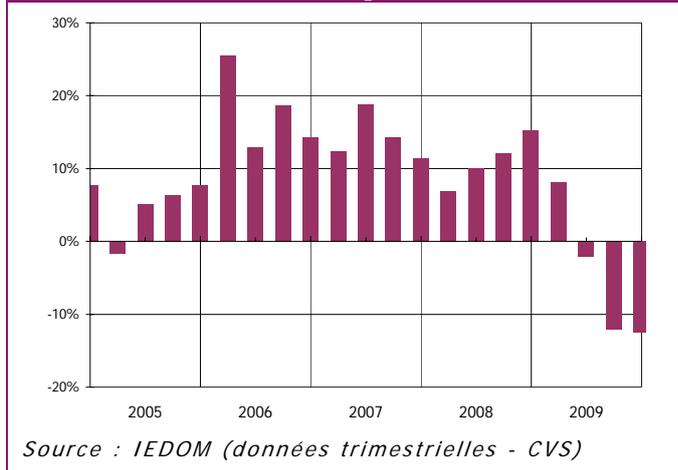
\*Le graphique se décompose d'une courbe en trait fin représentant son évolution en données trimestrielles corrigées des variations saisonnières et la courbe en gras celle de son évolution en moyenne mobile

## Un investissement touché par la morosité économique

L'affaiblissement de l'activité économique a constitué un véritable frein à l'investissement. Les chefs d'entreprise ont fortement réduit leurs intentions d'investir, ce qui a conduit à un recul de l'encours de crédits d'investissement des entreprises de 2,3 % entre décembre 2008 et décembre 2009 (contre +6,6 % un an auparavant).

Cette évolution, qui touche la quasi-totalité des secteurs, est illustrée par le recul des importations de biens intermédiaires et de biens d'équipements, hors acquisition d'avions (baisses respectives de 24,7 % et de 12,0 % sur l'ensemble de l'année en glissement annuel) ainsi que des ventes de véhicules utilitaires (- 33,7 %). Toutefois, cette forte dégradation semble se résorber en fin d'année.

### Encours bancaires des crédits à l'investissement des entreprises (Variations trimestrielles en glissement annuel – CVS)



Ce repli de l'investissement s'est en effet sensiblement atténué au quatrième trimestre : les importations de biens d'équipement se stabilisent (+0,1 % en glissement annuel fin décembre 2009 contre -11,5 % le trimestre précédent) et les réponses des chefs d'entreprises interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM font état d'une amélioration de leurs intentions d'investir. L'encours des crédits d'investissement ne diminue plus (-0,1 % sur le 4<sup>ème</sup> trimestre, après -0,7 % entre juin et septembre et -1,8 % entre mars et juin).

L'investissement des ménages suit les mêmes évolutions : après avoir marqué le pas en début d'année, l'encours des crédits à l'habitat enregistre sa plus forte hausse depuis le début de l'année (+2,3 % sur le trimestre après +0,4 % entre juin et septembre, mais au total +3,8 % à décembre 2009 contre +7,1 % un an auparavant.).

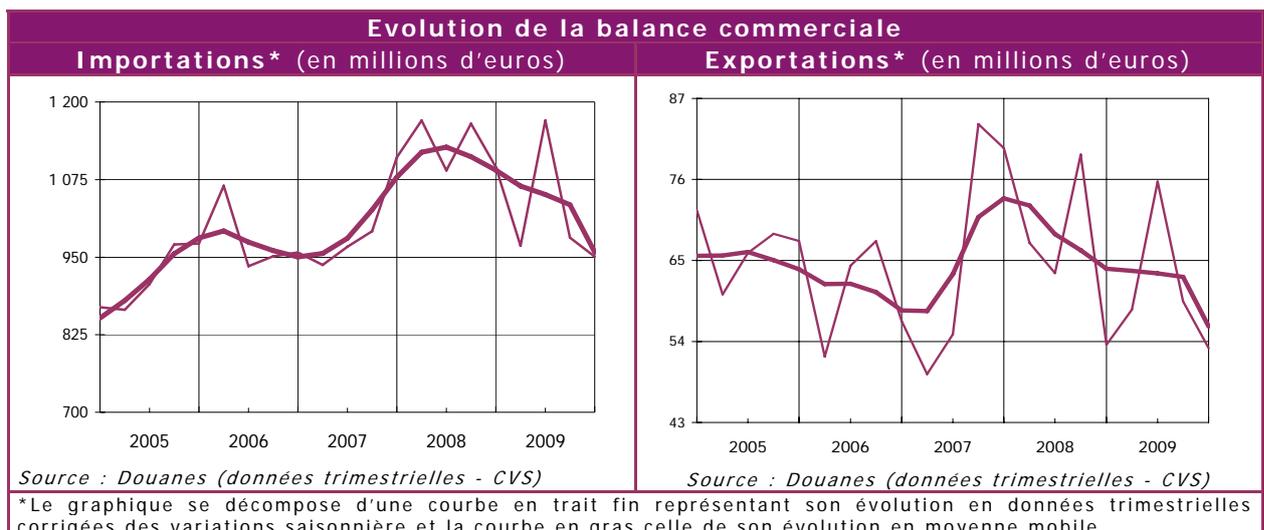
### Une politique budgétaire volontariste

Dans ce contexte de forte dégradation de la conjoncture économique, le secteur non marchand (Etat, collectivités locales et associations) a joué un rôle d'amortisseur économique par son poids dans l'économie (36,4 % de valeur ajoutée totale en 2005) ainsi que d'amortisseur social (un tiers des réunionnais bénéficient de minima sociaux en 2008). Les collectivités locales et l'Etat ont mené une politique budgétaire volontariste en augmentant leurs dépenses de fonctionnement, respectivement de 9,5 % et de 4,0 % en 2009 par rapport à 2008, compensant en partie la faiblesse des dépenses privées. Néanmoins, la fin programmée d'un cycle exceptionnel d'investissements publics et le décalage dans le temps de nouveaux chantiers d'envergure ont engendré une chute de plus de 30 % de la commande publique entre 2008 et 2009.

### Une réduction des échanges extérieurs

Le ralentissement de l'économie a engendré une réduction de la demande de biens importés de 13,5 % par rapport à 2008 (hors acquisition d'avion) après une forte croissance en 2008 (+12,6 %), ce qui a entraîné une baisse des recettes de l'octroi de mer de 14,2 %. Au dernier trimestre, les importations se redressent (+15,5 % entre le troisième et le quatrième trimestre) suite à la reprise de la consommation en fin d'année.

Les exportations s'inscrivent également en baisse de 3,5 % en cumul à décembre 2009 par rapport à la même période en 2008. Les exportations de produits agro-alimentaires se sont contractées de 1,7 % sur l'année en dépit d'une bonne campagne sucrière.



### Un ralentissement plus marqué dans les secteurs du BTP et de l'industrie manufacturière

Après plusieurs années de forte croissance, l'activité du secteur de la construction et des travaux publics s'est très nettement dégradée en 2009, occasionnant la destruction de plus de 5 000 emplois en un an. L'achèvement de chantiers de grande envergure, au premier rang desquels figure la route des Tamarins, et l'abandon ou le report de nombreux projets par les municipalités ont engendré un véritable « trou d'air » dans l'activité du secteur. Parallèlement, le resserrement de l'accès au crédit et un net ralentissement de la demande en biens immobiliers, alimenté par les incertitudes autour de la LODEOM, ont quasiment gelé les ventes de biens immobiliers neufs et les mises en chantier depuis la fin de l'année 2008. La combinaison de ces difficultés devrait faire reculer le chiffre d'affaires du secteur de plus de 30 % en 2009 par rapport à 2008, selon le CER BTP.

En lien avec l'évolution du BTP dont elle est fortement tributaire, l'activité de l'industrie manufacturière a poursuivi son repli, confirmé par la baisse des importations de biens intermédiaires (-24,7 % en glissement annuel).

L'atonie de la consommation des ménages a conduit à un affaiblissement de l'activité dans le commerce et dans l'industrie agro-alimentaire, dont les deux-tiers de la production sont destinés au marché intérieur. Toutefois, la campagne sucrière se caractérise par l'augmentation de la production de sucre brut (+6,9 % par rapport à la campagne 2008) consécutif aux hausses du tonnage de cannes manipulées (+7,5 % par rapport à 2008 et +4,5 % par rapport à la moyenne décennale) et de la richesse moyenne par canne (+0,25 point).

Après cinq trimestres consécutifs de perceptions négatives, la légère reprise de l'économie en fin d'année et la hausse de la consommation des ménages semblent bénéficier au secteur des services marchands dont le solde d'opinions relatif à son activité se redresse et redevient positif en fin d'année.

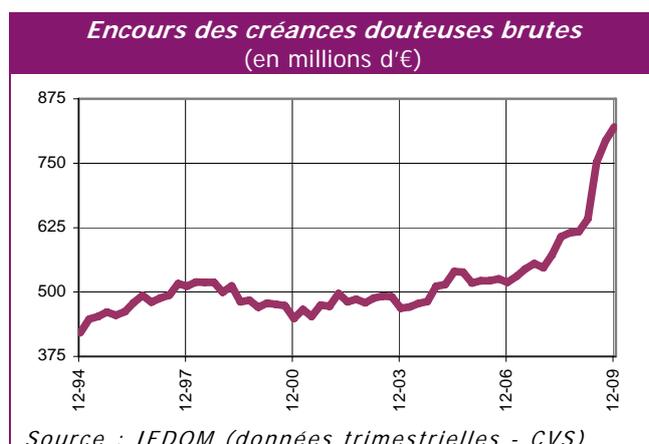
Le secteur agricole maintient son courant d'affaires mais quelques indicateurs font état d'une activité moins soutenue en fin d'année tels que la collecte de lait et les exportations de produits de la pêche qui reculent respectivement de 8,0 % et de 38,0 % en 2009 par rapport à 2008.

L'activité touristique n'a pas trop subi les conséquences de la crise internationale et La Réunion devrait retrouver en 2009 des niveaux de fréquentation proches de ceux de 2005, avant la « crise du chikungunya ». L'enquête « flux touristiques » révèle une amélioration de la fréquentation de 6,1 % au premier semestre 2009 par rapport au premier semestre 2008 ; le trafic « passagers » sur l'axe « Réunion/métropole » est en hausse de 5,3 % sur l'année et le taux d'occupation des hôtels membres de l'Union des Hôtels de la Réunion s'améliore de +0,6 point.

## 2 - Une année 2009 contrastée pour les établissements de crédit

Le système bancaire réunionnais n'a pas été impacté par les difficultés financières internationales nées de la crise des subprimes et de la faillite de la banque américaine Lehman Brothers. Néanmoins, quelques établissements bancaires locaux ont enregistré des difficultés liées notamment à la hausse des taux sur le marché interbancaire (segment 3 mois – 6 mois) et la montée des risques de crédits consécutifs au ralentissement de l'activité économique. Ils se sont également trouvés confrontés à une baisse de la demande de financement provenant tant des particuliers (consommation ou habitat) que des entreprises. Le retour à une plus grande rigueur dans les règles d'octroi des concours a également contribué à limiter la distribution des crédits. Enfin, les ressources collectées par les établissements de crédit locaux sont restées relativement stables malgré une hausse des placements boursiers et un intérêt accru des ménages pour les placements longs en fin d'année.

L'encours des crédits consentis localement a malgré tout progressé très légèrement sur l'année 2009 (+1,3 %) grâce à un redressement des octrois de crédits au quatrième trimestre. Les crédits consentis aux ménages, après plusieurs trimestres moroses, ont bénéficié en fin d'année d'une reprise de la demande des ménages (+1,3 % pour les crédits à la consommation des ménages à décembre en glissement annuel et +2,3% pour les crédits immobiliers), en net retrait néanmoins par rapport à l'année précédente. A l'inverse, les encours de crédit aux entreprises ont diminué sur l'année 2009, en liaison avec le recul du financement de l'exploitation et de l'investissement des entreprises.



Parallèlement, les créances douteuses brutes portées par le système bancaire réunionnais ont fortement progressé sur l'année 2009 (+33% par rapport à 2008) pour atteindre 820 millions d'euros, impliquant une hausse similaire de la charge de provisionnement pour les banques. Cela traduit une dégradation de la situation financière et de la qualité d'emprunteur de la clientèle des banques. Toutefois, la rapide remontée du taux de créances douteuses brutes du système bancaire local (6,5% en décembre 2009 contre 4,9% un an auparavant) doit être relativisée du fait de la situation financière toujours solide de la majeure partie des établissements de crédit locaux, qui présentaient des portefeuilles de crédits sains lorsque la crise actuelle s'est déclarée.

En matière de rentabilité, la progression du produit net bancaire des établissements de crédit locaux devrait être contrariée en 2009 par la diminution des volumes de crédits consentis mais également des commissions prélevées. Les résultats nets dégagés par la majeure partie des banques devraient cependant être en ligne avec ceux des années précédentes.